EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 28 juin 2018

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 28 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Martine CESARI - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Bernard JACQUIER - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Jean-Pierre SERRUS - Martine VASSAL.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Gaby CHARROUX - Maryse JOISSAINS MASINI - Eric LE DISSÈS - Danielle MILON.

Monsieur le Président a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

TRA 014-3953/18/BM

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention relative au groupement de commandes de fournitures et services d'informatique transport pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Communauté d'Agglomération Arles Camargue Montagnette, la Communauté d'Agglomération Terre de Provence Agglomération et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

MET 18/7467/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Provence Alpes Côte d'Azur:

La Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette est compétente en matière de transport routier de personnes interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de l'agglomération,

La Communauté d'Agglomération Terre de Provence Agglomération par délibération du conseil de Métropole en date du 15 décembre 2016 a donné compétence à la Métropole AMP pour l'exécution de ces services,

Il est nécessaire de préciser les clés de répartition du marché de maintenance du matériel billettique notifié par la métropole en tant que coordonnateur :

La Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette passe commande directement auprès du fournisseur et règle ses factures.

Signé le 28 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 09 juillet 2018

La métropole commande et gère les réparations pour les trois autres signataires et il n'est pas possible d'identifier clairement le matériel utilisé par chaque réseau pour permettre une affectation des factures, il est donc proposé la clé de répartition suivante :

- 4 % → Communauté d'Agglomération Terre de Provence Agglomération
- 20 % → Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- 76% → Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2016 relative aux marchés publics
- La délibération TRA 013-1212/16/BM du 15 décembre 2016 portant constitution du groupement de commande.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 à la convention de groupement de commande précisant l'article 3.4.2 Remboursement des dépenses acquittées par le coordonnateur au nom et pour le compte des parties.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer cet avenant à la convention constitutive dudit groupement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Mobilité, Déplacements et Transports

Jean-Pierre SERRUS

Signé le 28 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 09 juillet 2018